

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS LE 14 DÉCEMBRE,

pour les salaires, les pensions, les services publics et la protection sociale !

Les agents des Finances publiques n'ont pas à être des boucs émissaires !

Ils dénoncent l'injustice fiscale et sont particulièrement attachés au Service public

Exigeons de véritables mesures contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires et des retraites, pour une fiscalité juste capable de financer et développer les services publics, contre toute forme de discrimination, de sexisme et de racisme.

Depuis plusieurs semaines les gilets jaunes font entendre leur colère à travers des actions dans nombre de territoires. Des centres des finances ont, entre autres, été la cible de dégradations, avec parfois une possible mise en danger des agents. La CGT Finances Publiques alerte sur le fait qu'il ne faut pas se tromper de cible. La responsabilité incombe au gouvernement qui n'a cessé de développer des mesures antisociales, à créer de l'injustice fiscale et sociale.

Révélatrices du mépris crasse du gouvernement et du président des riches, des miettes sont concédées pour tenter de sortir du conflit : le gel des tarifs de l'électricité, du gaz, arrêt de l'augmentation de la TICPE sur les produits énergétiques (initialement prévue pour augmenter jusqu'en 2030 à travers sa composante taxe carbone), et l'allègement du contrôle technique.

Mais rien ne sort sur la revalorisation des salaires et des pensions de retraite, ou pour un coup de pouce au SMIC, rien sur la revalorisation des prestations sociales, pour l'avenir des jeunes et le droit de toutes et tous aux études, rien pour financer le développement de services publics de qualité et de proximité à travers une fiscalité économiquement et socialement juste... Pire, ils se vengent sur la jeunesse qui se mobilise, la police tire sur les lycéens à coups de flashball ou les humilient tels des prisonniers de guerre !!!

**Des « mesurette » ne sont pas de nature
à répondre à l'urgence sociale**

Nous ne demandons pas la charité Nous exigeons la justice sociale et fiscale !

C'EST POURQUOI LA CGT FINANCES PUBLIQUES REVENDIQUE :

- L'augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires pour les travailleurs du secteur privé, l'augmentation de la valeur du point d'indice pour la Fonction Publique, la revalorisation conséquente des pensions, des indemnités chômage et des minima sociaux. La retraite par points, c'est NON !
- Le développement des services publics (fiscaux, cadastraux et comptables, santé, éducation, transports, action sociale, etc). La couverture de l'ensemble des territoires doit être un objectif prioritaire. Ils doivent être accessibles à l'ensemble de la population et aider à la résorption des inégalités. Pour ce faire il faut cesser les suppressions d'emplois et recruter des emplois statutaires à la hauteur des besoins, défendre et développer un réseau de proximité de pleine compétence.



- Le financement des politiques publiques par une fiscalité socialement juste et efficace :
- En augmentant la progressivité de l'impôt sur le revenu pour que chacun puisse contribuer selon ses moyens. Par ailleurs, le prélèvement à la source est une mauvaise réforme, injuste et compliquée.
- En rétablissant l'Impôt sur la Fortune. Il faut aussi réhabiliter une taxe d'habitation socialement juste en tenant compte des revenus (permet de financer les territoires).
- En modulant l'Impôt sur les Sociétés en fonction du comportement social et environnemental des entreprises et en rétablissant un système par tranches.
- En supprimant les niches fiscales socialement et écologiquement inutiles, la plus scandaleuse étant le CICE.
- En limitant au maximum les impôts indirects (par exemple en baissant très fortement la TVA pour les produits et services de première nécessité, dont l'alimentaire, le gaz et l'électricité, les transports en commun, etc).
- Il faut sortir de l'impasse de la TICPE en taxant, non pas les consommateurs, mais les compagnies pétrolières et les grandes entreprises de transport routier ou aérien, les autoroutes. Il faut taxer comme il se doit les transactions financières en affectant une partie des recettes à l'environnement, développer un réseau SNCF dense et économiquement abordable pour tous, développer une véritable politique publique favorisant les énergies non polluantes.
- Il faut abroger la CSG et réhabiliter le principe de cotisation pour financer la protection sociale (sécu, maladie, indemnités chômage, etc), en augmentant la part dite patronale des cotisations sociales (augmentation du salaire « super brut »).

Le communiqué confédéral de la CGT du 4 décembre 2018 appelle à une journée de grève, d'arrêts de la production et d'interpellation sous diverses formes des pouvoirs publics le 14 décembre 2018.

Cette journée est l'occasion de montrer que les agents des Finances Publiques désapprouvent l'injustice fiscale développée par le président Macron. Ils n'ont pas à être les boucs émissaires de sa politique.



TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS LE 14 DÉCEMBRE !

La CGT Finances Publiques appelle les agents à se mobiliser et à participer activement aux actions revendicatives le 14 décembre, y compris par la grève.

Dès à présent, réunissons-nous sur l'ensemble du territoire en HMI, Assemblées Générales, lors de tournées de services, ou sous toute autre forme, pour dresser des cahiers revendicatifs et décider des suites de la mobilisation.